

COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

RAPPORT SUR LA SEIZIEME SESSION
30 Août - 3 Septembre 1992

**THE ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION
FOR WESTERN ASIA**

MAR 31 1993

LIBRARY + DOCUMENT SECTION

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS 1992

SUPPLÉMENT No 14



NATIONS UNIES
New York, 1992

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/1992/34
E/ESCWA/16/14

93-0071

Publications de l'Organisation Nations Unies

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1	1
<u>Chapitre</u>		
I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU DEVANT ETRE PORTEES A SON ATTENTION	2	2
A. Résolutions appelant une décision de la part du Conseil économique et social		
B. Résolutions devant être portées à l'attention du Conseil économique et social		
II. TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA QUINZIEME SESSION	3 - 14	6
A. Activités des organes subsidiaires	3	6
B. Autres activités	4	6
C. Relations avec les institutions spécialisées et autres organisations	5 - 14	6
III. SEIZIEME SESSION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	15 - 111	9
A. Participation et organisation des travaux	15 - 22	9
B. Ordre du jour	23	10
C. Compte rendu des débats	24 - 111	12
IV. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION A SA SEIZIEME SESSION		25

ANNEXES

I. LISTE DES DOCUMENTS DONT LA COMMISSION ETAIT SAISIE A SA SEIZIEME SESSION	41
II. LISTE DES PRINCIPAUX OUVRAGES ET DOCUMENTS PUBLIES PAR LA COMMISSION DEPUIS SA QUINZIEME SESSION	45

INTRODUCTION

1. Le présent rapport porte sur les activités de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale depuis la quinzième session, qui s'est tenue à Bagdad, du 13 au 18 mai 1989. La Commission l'a adopté à l'unanimité à sa sixième séance, le 3 septembre 1992. En raison de la crise et de la guerre du Golfe, la seizième session n'a pas eu lieu en avril 1991 comme il l'avait été initialement prévu, mais, par sa décision 1992/224, le Conseil économique et social, lors de sa session de fond de 1992, a, sur recommandation du Secrétaire exécutif de la Commission, accepté la proposition du Secrétaire général tendant à ce que la seizième session de la Commission se tienne à Amman, du 30 août au 3 septembre 1992.

I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE
ET SOCIAL OU DEVANT ETRE PORTEES A SON ATTENTION

2. A sa cinquième séance plénière, le 2 septembre 1992, la Commission a adopté un certain nombre de résolutions et a elle a décidé de les soumettre au Conseil économique et social pour toute suite qu'il entendrait leur donner ou de les porter à son attention. Le texte de ces résolutions est reproduit ci-après :

A. Résolutions appelant une décision de la part
du Conseil économique et social

178(XVI). Fréquence des sessions du Comité technique

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant sa résolution 158(XIV) du 5 avril 1987, par laquelle elle a décidé que les sessions de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale se tiendraient tous les deux ans,

Rappelant aussi la demande qu'elle avait adressée au Secrétaire exécutif par cette résolution pour que, les années où il n'y aurait pas de session, il établisse un rapport détaillé sur les activités, plans et programmes de la Commission en vue de le soumettre au Conseil économique et social,

Persuadée qu'il est souhaitable de consulter les pays membres chaque année sur les questions qui les préoccupent,

Convaincue que ces consultations devraient avoir lieu dans le cadre de réunions du Comité technique les années où la Commission ne siège pas,

Tenant compte des règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies qui concernent l'administration, les finances et l'élaboration des programmes,

Décide que les sessions du Comité technique se tiendront les années où la Commission ne siège pas, en commençant par une session de trois jours en 1993, étant entendu que ces réunions seront financées par les crédits budgétaires actuellement utilisables à cette fin.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

179(XVI). Création d'un comité de statistique à l'intérieur de
la Commission économique et sociale pour l'Asie
occidentale

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Consciente de l'importance qu'il y a à coordonner les travaux statistiques à l'échelon régional et, à cet égard, à normaliser les méthodes et notions statistiques conformément à la situation et aux possibilités des pays de la région et à ce dont ils ont besoin pour leur développement économique et social, ce qui a amené d'autres commissions régionales des

Nations Unies à instituer des comités statistiques permanents en vue d'assurer la coordination des travaux statistiques dans les régions de leur compétence,

Sachant qu'il est nécessaire d'appuyer la participation des organismes statistiques des Etats membres de la Commission à la planification et à la mise au point des activités statistiques et à la définition des priorités des plans et programmes statistiques de la Commission,

Sachant aussi qu'il est nécessaire de renforcer la coordination et l'intégration des politiques, programmes et activités statistiques entre les organismes arabes régionaux et la Commission, en vue de répondre aux besoins et aux exigences des organismes statistiques des Etats membres et en vue d'étoffer ces organismes pour qu'ils servent les buts du développement économique et social des pays de la région,

Notant que les réunions des chefs des organismes centraux de statistique des Etats membres de la Commission qui se sont tenues en 1985, 1987 et 1989 se sont révélées efficaces pour orienter, coordonner et évaluer les programmes statistiques de la Commission et pour les associer aux programmes et activités statistiques des organismes arabes régionaux et des Etats membres,

Soulignant qu'il est nécessaire que les réunions des chefs des organismes centraux de statistique des Etats membres revêtent un caractère institutionnel permanent,

1. Décide de créer un comité statistique composé des chefs des organismes centraux de statistique des Etats membres de la Commission qui aura pour tâches :

a) de se familiariser avec les activités statistiques des Etats membres de la Commission, en suivant aussi les progrès que ces pays enregistrent lorsqu'ils mettent au point leurs programmes de statistique, en élaborant des recommandations touchant l'état d'avancement, l'exécution et l'évaluation des programmes de travaux statistiques et en organisant des colloques, réunions de travail et séminaires concernant les statistiques;

b) d'étudier les systèmes, classements et projets statistiques internationaux en les adaptant de façon à répondre à la situation et aux priorités des pays de la région;

c) de donner des avis sur la formation statistique dont les Etats membres de la Commission ont besoin, en proposant des programmes de formation, coordonnés, le cas échéant, avec les institutions régionales compétentes;

d) de normaliser les statistiques nationales en vue d'en assurer la comparabilité à l'échelon régional et à l'échelon international, compte tenu des recommandations pertinentes de la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes compétents;

e) de coordonner l'échange de données et renseignements statistiques entre la Commission et ses Etats membres dans l'intérêt de tous ceux que cet échange concerne;

f) de coordonner les programmes statistiques des Etats membres, en particulier pour ce qui est des questions qui concernent les enquêtes et recensements statistiques et les dates d'application;

2. Décide que le Comité de statistique se réunira tous les deux ans;

3. Demande au Secrétaire exécutif de donner suite à la présente résolution et de soumettre à la Commission, à sa dix-septième session, un rapport sur les résultats obtenus par le Comité de statistique.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

192(XVI). Siège permanent de la Commission

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Se référant à la demande que le Gouvernement libanais a présentée pour faire transférer et accueillir à Beyrouth le siège permanent de la Commission,

Se référant aussi au mémorandum par lequel le Gouvernement iraquien demande que le personnel de la Commission retourne à Bagdad d'ici le 31 décembre 1992, faute de quoi le Gouvernement iraquien reprendrait possession des bâtiments actuels, tout en se déclarant disposé à fournir à cette fin d'autres bâtiments,

Se référant de plus à la demande reçue du Gouvernement jordanien qui tend à faire transférer et à accueillir à Amman le siège permanent de la Commission,

Se référant de même au document E/ESCWA/16/11 que le secrétariat de la Commission a établi au sujet du siège permanent de la Commission,

Tenant compte qu'il est nécessaire d'assurer au secrétariat de la Commission la stabilité indispensable à l'exécution des tâches qui lui sont confiées,

1. Décide que la Commission se réunira en session extraordinaire à Beyrouth dans l'année qui suivra la date de la présente résolution pour débattre de la question du siège permanent de la Commission;

2. Exprime sa gratitude au Gouvernement libanais pour avoir offert d'accueillir la session extraordinaire de la Commission et pour s'être déclaré disposé à prendre à sa charge les dépenses en résultant;

3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de faire le nécessaire pour étudier la demande reçue du Gouvernement libanais et celle qui a été reçue du Gouvernement jordanien ainsi que toute autre demande qui pourrait être reçue de tout Etat membre de la Commission en vue de faire transférer et accueillir le siège permanent de la Commission, et prie aussi le Secrétaire exécutif de soumettre à la Commission, à sa session extraordinaire, un rapport détaillé sur les contacts qu'il aura établis quant au siège permanent de la Commission en y faisant figurer une évaluation des offres faites à cet égard;

4. Exprime aussi ses remerciements au Gouvernement iraquien en tant qu'hôte actuel de la Commission pour les installations et services qu'il a fournis et continue de fournir à la Commission et demande au Gouvernement iraquien de consulter le Secrétaire exécutif de la Commission avant de prendre aucune mesure concernant les bâtiments affectés au siège permanent de la Commission à Bagdad, compte tenu de l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et la République d'Iraq au sujet du siège de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, qui a été signé à Bagdad, le 13 juin 1979;

5. Remercie le Gouvernement jordanien d'avoir accueilli la Commission à titre temporaire depuis le mois d'août 1991 et de lui fournir tous les services et installations dont elle a besoin.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

B. Résolutions devant être portées à l'attention du Conseil
économique et social

- 180(XVI) Coopération et coordination régionales dans le domaine de l'environnement et du développement durable
- 181(XVI) Appui au projet régional d'enquête sur les ménages dans les pays de la CESA
- 182(XVI) Décennie de la reconstruction et du relèvement de l'Asie occidentale (1994-2003)
- 183(XVI) Reconstruction du Liban
- 184(XVI) Situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine vivant dans les territoires palestiniens occupés
- 185(XVI) Situation économique et sociale du peuple syrien vivant sous occupation israélienne dans le Golan syrien occupé
- 186(XVI) Préparatifs de l'Année internationale de la famille, 1994
- 187(XVI) Sommet mondial pour le développement social
- 188(XVI) Préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : Lutte pour l'égalité, le développement et la paix
- 189(XVI) Conférence arabe de la population, 1993
- 190(XVI) Répercussions de la création d'un marché européen unique à l'égard des pays de la région de l'Asie occidentale
- 191(XVI) Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes
- 193(XVI) Travaux du secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour l'exercice biennal 1990-1991
- 194(XVI) Plan à moyen terme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour la période 1992-1997
- 195(XVI) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993

II. TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA QUINZIÈME SESSION

A. Activités des organes subsidiaires

3. Le Comité permanent du programme a été créé en tant que principal organe subsidiaire de la Commission aux termes de la résolution 114(IX) de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) 1/ en date du 12 mai 1982 concernant le plan à moyen terme de la CEAO pour la période 1984-1989. Par la résolution 125(XI) de la CEAO en date du 26 avril 1984 concernant la structure de décision générale de la Commission, le Comité permanent du programme a reçu le nom de Comité technique et s'est vu confier un mandat élargi, comprenant notamment l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour des sessions de la Commission. Le Comité technique a tenu sa septième session au siège temporaire de la Commission à Amman, du 30 août au 3 septembre 1992. Le Comité consultatif des représentants permanents, organisme consultatif composé des chefs des missions diplomatiques des Etats membres en Iraq (résolution 175(XV)), a été dûment constitué et s'est réuni à intervalles périodiques en 1989 et en 1990. Une fois le regroupement de la Commission opéré à Amman, l'organe consultatif, composé des chefs des missions diplomatiques en Jordanie, s'est réuni à Amman, en 1991.

B. Autres activités

4. Le rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement de l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 1990-1991 porte sur toutes les activités de la CESAO au cours de la période qui s'est écoulée depuis sa dernière session 2/.

C. Relations avec les institutions spécialisées et autres organisations

5. Le secrétariat de la CESAO a continué de renforcer ses relations avec les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies. A cet égard, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a entrepris l'exécution de plusieurs activités liées à la mise au point de projets d'infrastructure technique dans la région et au renforcement des moyens d'élaborer des projets industriels concernant la mise en valeur de l'utilisation du gaz naturel et les perspectives de commercialisation de ce produit d'ici l'an 2000.

6. Des modalités d'étroite coopération ont été aussi convenues entre la CESAO et les commissions régionales des Nations Unies, en particulier la Commission économique pour l'Europe (CEE) et la Commission économique pour

1/ La Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) a reçu le nom nouveau de Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) aux termes de la résolution 1985/69 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1985.

2/ Voir les documents E/ESCWA/16/3(première partie)/Add.1 à 9 et E/ESCWA/16/3(deuxième partie).

l'Afrique (CEA), en vue de la participation à un colloque interrégional sur la mise en valeur et les perspectives de commercialisation du gaz d'ici l'an 2000 et au-delà qui s'est tenu à Damas, du 20 au 26 juin 1992. Avant ce colloque, la CESAO avait aussi coopéré avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) au sujet de la participation au colloque et de la façon d'aider à encourager des recommandations appropriées pour la mise en valeur et l'utilisation du gaz naturel à l'échelon régional et à l'échelon interrégional.

7. La CESAO coopère aussi avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) par l'intermédiaire de la Division mixte CESAO/ONUDI de l'industrie et de la technique; à cet égard, la CESAO a participé à une réunion interorganisations préliminaire qui s'est tenue à Vienne, du 20 au 23 novembre 1990, en vue de favoriser le développement industriel des pays arabes. La CESAO a aussi participé à plusieurs réunions organisées par l'ONUDI telles que l'Atelier annuel de l'ONUDI sur les prévisions économiques régionales en vue du rapport mondial et la réunion du groupe d'experts sur les questions de gestion du changement technologique dans le cadre des entreprises électroniques arabes, qui s'est tenue au Caire, sous les auspices conjointes de la CESAO et de l'ONUDI, les 18 et 19 décembre 1991.

8. En coordination avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un mémorandum d'accord a été signé le 17 septembre 1989 entre la CESAO et l'Association de crédit agricole régional du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, le Centre régional de réforme agraire et de développement rural dans le Proche-Orient et les institutions régionales de commercialisation des produits alimentaires dans le Proche-Orient et en Afrique du Nord.

9. Des modalités d'étroite coopération ont aussi été convenues entre la CESAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), dans le cadre notamment d'un projet intitulé "Evaluation des ressources en eau à l'aide de techniques de télédétection dans la région de la CESAO". Le PNUE entreprendra l'exécution d'activités complémentaires liées à l'exécution de ce projet. Il a aussi, durant la période examinée, entrepris l'exécution d'autres activités communes avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Organisation internationale du Travail (OIT).

10. De concert avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et son bureau régional de la science et de la technique dans les Etats arabes, le secrétariat de la CESAO a réuni sous ses auspices et sous celles de ce bureau régional de l'UNESCO un atelier régional sur les techniques de simulation en hydrologie qui s'est tenu à Damas (République arabe syrienne), du 28 octobre au 4 novembre 1991.

11. Au cours de la période considérée, la CESAO a étroitement coopéré avec diverses institutions régionales et interrégionales et a entrepris de concert avec elles l'exécution de diverses activités.

12. La CESAO a institué des liens de coopération avec l'Organisation de la Conférence islamique et ses organes subsidiaires dans des domaines prioritaires, sécurité alimentaire et agriculture, science et technique et commerce et mécanismes d'investissement entre pays islamiques, notamment.

13. Dans le cadre de l'accord de coopération statistique entre la Ligue des Etats arabes et la CESA0, le secrétariat de la Commission a participé aux réunions annuelles du Comité permanent arabe de statistique et a parrainé avec d'autres la Conférence panarabe du PNUD sur les défis sociaux et économiques des années 90, au cours de laquelle le rôle des femmes arabes à l'égard du développement a été aussi souligné. La CESA0 a de même coopéré avec la Ligue des Etats arabes pour publier la troisième édition du Rapport analytique arabe unifié en matière de statistique. La CESA0 a de plus participé à la convocation de la Conférence ministérielle arabe sur l'environnement et le développement et elle a participé avec d'autres organismes à la formulation et à l'adoption de la déclaration arabe sur l'environnement et le développement et leurs perspectives d'avenir. En outre, la CESA0 a participé à la mise en place du Centre pour l'environnement et le développement pour la région arabe et l'Europe (CEDRAE).

14. Dans le cadre de l'action menée pour renforcer la coopération avec les organisations régionales, la CESA0 a signé un certain nombre d'accords et échangé divers mémorandums d'accord avec diverses institutions régionales et interrégionales. Un accord de coopération avec le Conseil de coopération arabe a été signé le 13 novembre 1989 et d'autres accords ont été signés avec le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation, le 23 octobre 1989, la Fédération générale des chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie arabes dans les pays arabes, le 13 août 1990, et l'Agence arabe de l'énergie atomique, le 17 mai 1989.

III. SEIZIEME SESSION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE
POUR L'ASIE OCCIDENTALE

A. Participation et organisation des travaux

15. La seizième session de la Commission s'est tenue à l'échelon ministériel au siège temporaire de la Commission, à Amman, du 30 août au 3 septembre 1992. Ses délibérations ont occupé six séances.

16. Des représentants des membres suivants de la Commission ont participé à la session 1/ : Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Iraq, Jordanie, Liban, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne et Yémen.

17. En vertu de l'article 63 du règlement intérieur de la Commission, les Etats ci-après qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées mais ne sont pas membres de la Commission ont participé à titre consultatif aux travaux de la session : Allemagne, Australie, Chili, Espagne, Fédération de Russie, France, Grèce, Indonésie, Italie, Japon, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni, Soudan, Suède et Tunisie.

18. Des représentants des organismes et institutions spécialisés des Nations Unies ci-après ont participé à la session en qualité d'observateurs : Union internationale des télécommunications (UIT), Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (New York), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Centre d'information des Nations Unies (CINU), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (Amman), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation internationale du Travail (OIT) et Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

19. Des représentants des organisations régionales gouvernementales et non gouvernementales ci-après ont également participé à la session en qualité d'observateurs : Communauté économique européenne, Fédération générale des chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie arabes, Fédération des conseils arabes de recherche scientifique, Ligue des Etats arabes, Conseil de la Communauté économique arabe, Institut arabe de formation et de recherche en matière de statistique, Organisation arabe de développement agricole et Organisation arabe du travail.

1. Election du Bureau

20. A sa première séance, le 30 août 1992, la Commission a élu à l'unanimité M. Ziad Fariz, chef de la délégation jordanienne, Président de la Commission pour sa seizième session, M. Kassem Mukdad (République arabe syrienne) et M. Abdul-Wali Abdullah Al-Aqel (Yémen), Vice-Présidents, et M. Mohammad Bin Salem Al Hinai (Oman), Rapporteur.

1/ Pour le nom des participants à la session, prière de voir le document E/ESCWA/16/INF.3/Rev.1.

2. Pouvoirs des délégations

21. Conformément à l'article 11 du règlement intérieur de la Commission, les pouvoirs des délégations, tels qu'ils avaient été présentés au Secrétaire exécutif, ont été examinés et trouvés en bonne et due forme.

3. Organisation des travaux

22. A sa première séance, la Commission a adopté les propositions concernant l'organisation de ses travaux qui avaient été publiées sous la cote E/ESCWA/16/2.

B. Ordre du jour

23. A sa première séance, la Commission a adopté comme suit l'ordre du jour provisoire qui avait été publié sous la cote E/ESCWA/16/L.1/Rev.1 1/ :

1. Ouverture de la session.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Organisation des travaux.
5. Rapport du Secrétaire exécutif sur les activités de la Commission:
 - a) Etat d'avancement de l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 1990-1991;
 - b) Suite donnée aux résolutions que la Commission a adoptées à sa quinzième session :
 - i) Résolution 165(XV) concernant l'environnement et le développement dans la région de la CESA0;
 - ii) Résolution 166(XV) concernant l'assistance financière aux industries existantes;
 - iii) Résolution 167(XV) concernant la promotion de la coopération régionale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;
 - iv) Résolution 168(XV) concernant les projets appropriés de coopération régionale et sous-régionale à l'intérieur de la région de la CESA0 qui ont trait aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
 - v) Résolution 169(XV) concernant l'appui au projet régional d'enquête sur les ménages dans les pays de la CESA0;

1/ L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté, a été publié sous la cote E/ESCWA/16/1/Rev.2.

- vi) Résolution 170(XV) concernant les activités au titre de la Décennie des transports et des communications en Asie occidentale (1985-1994);
 - vii) Résolution 172(XV) concernant la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine;
 - viii) Résolution 173(XV) concernant le projet de plan à moyen terme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour la période 1992-1997;
 - ix) Résolution 174(XV) concernant le projet de programme de travail et de priorités pour l'exercice biennal 1990-1991;
 - x) Résolution 175(XV) concernant le renforcement du rôle et de l'efficacité de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale;
 - xi) Résolution 176(XV) concernant l'assistance internationale aux régions du Yémen démocratique frappées par les inondations;*
 - xii) Résolution 177(XV) concernant la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- c) Suite donnée à l'échelon régional aux conférences mondiales de l'Organisation des Nations Unies et aux réunions régionales de la CESAO;
- d) Coopération entre les pays en développement et les organisations régionales.

6. Situation financière des programmes de la Commission :

- a) Budget ordinaire;
- b) Ressources extrabudgétaires;
- c) Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CESAO.

7. Projet de programme de travail et de priorités pour l'exercice biennal 1992-1993.

8. Questions se posant actuellement qui présentent une importance pour la région de la CESAO (résolution 119(X) de la Commission) : "Répercussions économiques du marché européen unique de 1992 à l'égard de la région de la CESAO".

* Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné en un Etat souverain unique appelé République du Yémen.

9. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : rôle et fonctions de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

10. Emplacement du siège de la Commission.

11. Dates, lieu de réunion et ordre du jour provisoire de la dix-septième session.

12. Adoption du rapport du Comité technique sur les travaux de sa septième session.

13. Divers.

14. Examen et adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa seizième session.

A cette même première séance, la Commission a décidé de renvoyer au Comité technique, pour examen, les sous-points 5 a), 5 b) viii) et 5 b) ix) ainsi que les points 6 et 7 de l'ordre du jour.

C. Compte rendu des débats

24. La session a été ouverte par M. Samal Majeed Faraj, Président de la Commission lors de sa session précédente et chef de la délégation iraquienne à la seizième session. Il a souhaité la bienvenue aux participants et exprimé sa reconnaissance à la Jordanie pour les excellentes dispositions prises en vue de la session. Il a aussi félicité la CESAO de la façon dont elle avait organisé et aménagé la session. A son avis, la session qui s'ouvrait se tenait dans des circonstances d'une extrême complexité au regard du prétendu nouvel ordre mondial.

25. Le Secrétaire exécutif de la CESAO, M. Tayseer Abdel Jaber, a ensuite exprimé ses remerciements à S.A.R. le prince héritier Hassan Bin Talal, Régent du royaume, pour l'attention, l'intérêt et l'appui indéfectibles dont il continuait de faire preuve envers les travaux et les activités de la Commission. Il a aussi remercié la Jordanie d'avoir fourni à la Commission tous les services et installations dont elle avait besoin pour exercer ses fonctions à Amman. Il a de plus remercié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'appuyer comme il le faisait le rôle de la Commission, ainsi que M. Samal Majeed Faraj, Président de la Commission lors de sa quinzième session, et ses collègues de la coopération constructive dont ils avaient fait preuve.

26. Passant aux circonstances dans lesquelles la session se tenait, M. Jaber a déclaré que la crise et la guerre du Golfe avaient empêché que la session ne se tienne en avril 1991 ainsi qu'il l'avait été prévu. Il avait fallu rapatrier du siège permanent, à Bagdad, tous les fonctionnaires de la CESAO recrutés sur le plan international, ce qui avait entraîné une suspension des travaux de la Commission. M. Jaber a ajouté qu'il avait fait de son mieux pour sauvegarder la Commission et lui permettre de surmonter la crise.

27. M. Jaber a mis en relief l'importance de la session, qui tenait, selon lui, à trois éléments, à savoir que la Commission devait revoir le plan à moyen terme pour la période 1992-1997, que la Commission devait donner suite

au processus de restructuration et de revitalisation de l'Organisation des Nations Unies, y compris les commissions régionales, et, enfin, que la Commission devait débattre des répercussions économiques du marché européen unique à l'égard de la région de la CESA0.

28. M. Jaber a demandé aux pays de la région de se convaincre pleinement que l'intégration économique régionale était une nécessité dans un monde où tous les pays s'orientaient vers la constitution de groupements économiques et politiques.

29. Le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. M. Ji Chaozhu, a ensuite donné lecture du message que le Secrétaire général avait adressé à la Commission pour sa session en cours. La paix et la coopération régionale étaient deux conditions préalables qui devaient se trouver remplies pour que le développement économique et le progrès social reprennent leur marche dans la région. L'intégration des économies d'Europe orientale et de l'ancienne Union soviétique à l'économie mondiale, l'intégration plus poussée des pays de la Communauté économique européenne, l'évolution technique et la préoccupation croissante suscitée par l'environnement étaient autant d'éléments qui influeraient tous sur les perspectives de croissance économique et sociale de la région. Le Secrétaire général soulignait le rôle prédominant de la CESA0 quand il s'agissait de relever les défis nouveaux qui se posaient à la région. Les pays de la région devaient aussi susciter leur propre dynamisme aux fins du développement et faire le nécessaire pour cesser d'être par trop tributaires de la production d'énergie. Le Secrétaire général soulignait en outre l'importance de la mise en valeur des ressources humaines dans le processus du développement. Si l'on voulait que l'Organisation des Nations Unies puisse s'acquitter au mieux de ses tâches au cours des années à venir, une coopération efficace se révélerait l'élément clé.

30. M. Ali Suheimat, représentant de S.A.R. le prince héritier Hassan Bin Talal, Régent du royaume, a ensuite donné lecture du message que S.A.R. avait adressé à la Commission au cours de sa session tenue à l'échelon ministériel. S.A.R. évoquait le rôle constructif au regard du développement que la Commission était en train de jouer en faveur de la coopération régionale, rôle qui avait amené la Jordanie à accueillir pour la deuxième fois le secrétariat de la Commission. S.A.R. soulignait que la Jordanie était particulièrement soucieuse de sauvegarder la vitalité de la CESA0 et de lui assurer un climat propice à ses travaux.

31. S.A.R. soulignait qu'il importait que les Etats membres aient la volonté politique qui leur permette de compter sur eux-mêmes et sur leurs institutions et d'aller de l'avant à partir de considérations à long terme et empreintes de largeur de vue, ajoutant que d'autres questions qui figuraient à l'ordre du jour devaient être abordées à l'échelon régional plutôt qu'à l'échelon des pays eux-mêmes.

32. S.A.R. demandait que l'on formule un pacte du travail et un pacte régional de sécurité sociale analogues au pacte de l'énergie que l'Europe avait l'intention d'élaborer. S.A.R. évoquait ensuite la régression du développement économique au cours des années 80, formulant le vœu que le début des années 90 soit marqué par des faits positifs permettant d'espérer.

33. Le message de S.A.R. se terminait par tous les voeux de succès qu'elle adressait à la Commission pour sa session.

1. Rapport du Secrétaire exécutif sur les activités de la Commission
(point 5 de l'ordre du jour) (E/ESCWA/16/3(première partie))

34. Le Secrétaire exécutif, dans son rapport sur les activités de la Commission, a présenté les points ci-après de l'ordre du jour :

b) Suite donnée aux résolutions que la Commission avait adoptées à sa quinzième session (point 5 b) de l'ordre du jour);

c) Suite donnée à l'échelon régional aux conférences mondiales de l'Organisation des Nations Unies et aux réunions régionales de la CESAO (point 5 c) de l'ordre du jour);

d) Coopération entre les pays en développement et les organisations régionales (point 5 d) de l'ordre du jour).

35. L'Ambassadeur d'Italie a déclaré que des solutions à long terme aux problèmes écologiques de la région étaient décisives pour le développement harmonieux et progressif de cette région. Un grand nombre d'initiatives avaient été prises par la CESAO en exécution de la résolution 42/186 de l'Assemblée générale concernant les perspectives en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà. Il fallait résoudre aussitôt que faire se pourrait certaines questions pendantes qui se posaient au regard de l'environnement et au regard des liens entre l'environnement et le développement.

36. L'Ambassadeur d'Italie a ajouté que du fait des conclusions auxquelles le secrétariat de la Commission était parvenu, la rationalisation de la mise en valeur des ressources en eau avait été placée en tête de la liste des activités opérationnelles.

37. Evoquant la première conférence sur la gestion des ressources en eau qui s'était tenue à Alger, en mai 1990, l'Ambassadeur d'Italie a déclaré que cette conférence avait été marquée par une large participation et avait suscité un intérêt considérable, au point que le Ministre italien des travaux publics avait proposé d'accueillir en 1992 la deuxième conférence sur les ressources en eau dans la région méditerranéenne, au cours de laquelle on comptait qu'une charte de la Méditerranée serait signée, la charte étant un document politique qui permettrait d'améliorer l'efficacité des systèmes hydrologiques ainsi que la mise au point de techniques nouvelles et l'échange de technologies.

38. Le Secrétaire exécutif a pris la parole pour signaler que la Conférence de Rome aborderait la question de la gestion des ressources en eau. A son avis, la CESAO jugerait approprié de recevoir une invitation de participer à cette conférence.

39. Un représentant a ensuite déclaré appuyer la Commission pour l'intérêt qu'elle portait à la promotion de la coopération régionale entre les pays de la CESAO, eu égard en particulier aux répercussions économiques de la mise en place d'une Europe unifiée. Il a aussi souligné qu'il importait de développer les modalités d'action de la CESAO de sorte que ses membres profitent du progrès technique des pays d'Europe occidentale.

40. Ce représentant a félicité la CESAO de l'action qu'elle menait pour améliorer la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine dans les territoires occupés, suggérant une coordination à cet égard entre la CESAO et l'UNRWA.

41. Au sujet de l'environnement et de l'intérêt que le monde y portait, ce représentant a déclaré souhaiter que la CESAO accroisse ses activités à cet égard et aide à coordonner les plans d'action nationaux et à fournir aux Etats membres la compétence technique dont ils ont besoin pour parvenir à surmonter les problèmes d'environnement qu'ils rencontrent.

42. Ce représentant a félicité la CESAO de ce qu'elle faisait en faveur du progrès de la femme, ajoutant que les femmes arabes souffraient de problèmes économiques et sociaux énormes.

43. Ce représentant a terminé en exprimant ses remerciements et sa reconnaissance à la CESAO pour la façon dont elle s'employait à améliorer l'exécution des tâches qui lui étaient confiées et en se déclarant convaincu que la CESAO continuerait de s'acquitter de ses tâches avec la même efficacité et la même distinction.

44. Un autre représentant a formulé deux observations. La première concernait l'environnement et le rôle de la Commission à cet égard. Selon ce représentant, le Liban avait été exposé ces dernières années à la pollution, l'autorité de l'Etat ayant fait défaut. Il fallait espérer que le PNUD étudierait sur place les effets de cette pollution. La seconde observation concernait la réunion du Comité consultatif de la Commission, qui ne s'était réuni qu'une seule fois, bien qu'il dût se réunir tous les quatre mois.

45. Un représentant a félicité le secrétariat de ses efforts. A propos du document sur l'environnement, il a déclaré que le secrétariat de la CESAO devait effectuer des études compte tenu du blocus économique imposé à l'Iraq et de ses répercussions sur l'environnement.

46. Un autre représentant a évoqué la question de l'assistance à fournir au peuple arabe de Palestine, remerciant la Commission des avis et de l'assistance techniques qu'elle avait fournis par l'intermédiaire du Bureau central palestinien de statistique au Liban, en particulier à l'occasion des enquêtes sur le terrain. Il a exprimé l'espoir que la coordination avec la CESAO serait encouragée. Il a demandé à ceux qui dirigeaient les colonies de peuplement de coopérer pour prévenir les pratiques israéliennes qui avaient infligé de très lourdes pertes au peuple arabe de Palestine, s'agissant, par exemple, de la destruction de maisons ou de la confiscation de terres, ainsi que de l'arbitraire quant à la commercialisation des produits ou aux effets dévastateurs du projet Dimona, pour ne mentionner que ces deux exemples. Ce représentant s'intéressait vivement au projet d'évaluation des ressources en eau à l'aide de techniques de télédétection dans la région de la CESAO. Il s'intéressait aussi aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Il a demandé au PNUD de maintenir son appui financier au projet régional d'enquête sur les ménages dans les pays de la CESAO, réclamant aussi une action conjointe et une coordination renforcées. Ce représentant a évoqué un accord avec la Division mixte CESAO/FAO de l'agriculture et déclaré qu'il souhaitait vivement que d'autres accords interviennent avec d'autres divisions de la CESAO.

47. Un autre représentant a formulé des observations sur le libellé ambigu du paragraphe F (de la section II) concernant les contradictions écologiques entre les sociétés d'abondance et les sociétés de pénurie (E/ESCWA/16/3(première partie)/Add.2) (point 5 a) de l'ordre du jour), cette ambiguïté empêchant que l'on comprenne les contradictions flagrantes que l'on constatait dans les pays arabes et les liens qu'elles pouvaient avoir avec leurs répercussions écologiques. Ce représentant a proposé de modifier le libellé de ce paragraphe pour en énoncer clairement l'objectif.

48. Le représentant de l'Organisation météorologique mondiale a constaté que le monde commençait à s'intéresser à l'environnement en raison de ses rapports avec le développement, en particulier dans le domaine de la pollution. Il a expliqué comment l'atmosphère pouvait atteindre les pays de la CESA0 et ce qu'il fallait faire pour se servir de programmes mondiaux en vue de prévenir les atteintes à l'environnement. Il a donné plusieurs précisions scientifiques concernant l'importance que l'atmosphère présentait pour la vie sur la planète, déclarant que toute carence dans la composition de l'atmosphère, s'agissant en particulier des proportions respectives de dioxyde de carbone et d'ozone, pourraient aboutir à une élévation de la température de la Terre. Tous les pays de la CESA0 se trouveraient atteints si les pluies et l'évaporation se modifiaient, étant donné que 35% des terres irriguées par les pluies seraient touchées et que 45% des nappes phréatiques seraient asséchées. Le représentant de l'OMM a ajouté qu'au cours des quinze derniers mois, tous les pays de la CESA0 avaient constaté une chute sensible de la température. Il a demandé que l'on étudie la question d'un réchauffement mondial.

49. Le Secrétaire exécutif a déclaré qu'il était nécessaire que la CESA0 participe aux programmes de reconstruction du Liban. Il a ajouté que l'on était parvenu à un accord avec Oman au sujet d'un programme de travail dans certains domaines prioritaires. Comme le chef d'une délégation l'avait indiqué, le Secrétaire exécutif pensait lui aussi que les réunions du Comité consultatif devraient être plus fréquentes et se tenir davantage à intervalles périodiques.

2. Questions se posant actuellement qui présentent une importance pour la région de la CESA0 : Répercussions économiques du marché européen unique de 1992 à l'égard de la région de la CESA0

(point 8 de l'ordre du jour) (E/ESCWA/16/9)

50. Le Secrétaire exécutif a déclaré que ce point de l'ordre du jour avait trait à une question qui préoccupait les Etats membres de la CESA0. Il y avait lieu de rappeler aux membres que l'intérêt que la CESA0 portait à la question n'était pas nouveau. En 1976, un rapport, sans doute le premier, avait été établi au sujet du dialogue arabo-européen. A la session de 1989, les représentants étaient enclins à faire de la croissance du marché européen unique de 1992 le thème de la session qui était en train de se dérouler. Le Secrétaire exécutif a ajouté que le document examiné avait trait à la nécessité d'asseoir sur une base régionale les relations de la région de l'Asie occidentale avec la Communauté européenne.

51. Pour ce qui était du commerce, le Secrétaire exécutif a signalé que la région craignait notamment que l'on ne constate des difficultés techniques nouvelles, que l'on n'applique des spécifications et normes aux produits

devant être exportés vers l'Europe et que l'on ne suscite des obstacles quant à l'égard de l'origine des biens exportés.

52. Le Secrétaire exécutif a rappelé que la Communauté européenne était le premier importateur et le deuxième exportateur de produits agricoles. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne entravait l'entrée de pays d'Asie occidentale. Il y avait lieu de craindre que les produits agricoles en concurrence avec les produits des pays d'Asie occidentale ne bénéficient d'une protection étendue.

53. Au sujet des investissements financiers, le Secrétaire exécutif a déclaré que les banques et institutions financières qui, en Europe, appartenaient à des pays de la CESA0 éprouvaient d'énormes difficultés du fait que la Communauté européenne insistait sur le principe de la réciprocité de traitement.

54. Pour ce qui était de la main-d'oeuvre, le Secrétaire exécutif a signalé que la Communauté européenne tendait à offrir des emplois aux chômeurs des pays européens, tout en imposant des restrictions rigoureuses à la main-d'oeuvre étrangère.

55. Les pays d'Asie occidentale avaient l'occasion d'élargir les domaines de coopération entre eux et de bénéficier encore davantage de la coopération avec la Communauté européenne.

56. Un représentant a noté que le monde contemporain tendait à constituer des blocs économiques régionaux, dont trois étaient déjà en existence, à savoir la région nord-américaine de libre échange, sous la direction des Etats-Unis d'Amérique, la région du Pacifique, sous la direction du Japon, et la Communauté économique européenne. Les relations de la CESA0 avec ce dernier bloc étaient les plus sérieuses et les plus critiques pour des raisons d'ordre géographique, historique et politique.

57. Ce représentant a ajouté que les pays de la CESA0 se devaient d'agir fermement, mus par une même volonté politique et économique de faire face aux conséquences néfastes que pourraient avoir leurs relations futures avec une Europe unifiée sur le plan économique. Il a demandé d'accélérer la mise en place d'un marché commun pour les pays de la CESA0.

58. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que l'Allemagne entretenait depuis longtemps des rapports avec les pays de la CESA0 dans le cadre d'une coopération bilatérale et multilatérale, comme aussi dans le cadre du dialogue européen-arabe et des accords entre la Communauté européenne et le Conseil de coopération du Golfe.

59. L'Ambassadeur du Royaume-Uni, parlant au nom de la Communauté européenne, a déclaré que la Communauté cherchait à établir des relations commerciales équilibrées et équitables avec les pays de la région de la CESA0.

60. Il a fait observer que la politique méditerranéenne de la Communauté européenne arrêtée à Rome en décembre 1990 améliorerait encore l'accès au marché agricole de la Communauté en ramenant à zéro, au 1er janvier 1996, les tarifs douaniers pertinents. Les biens industriels étaient déjà exportés librement vers la Communauté, et la création d'un marché unique devrait offrir de nouveaux débouchés importants aux exportations.

61. Parlant des relations économiques et financières, l'Ambassadeur du Royaume-Uni a déclaré que le plan d'assistance de la Communauté aux pays méditerranéens au cours de la période 1992-1996 représentait près de trois fois le volume de l'assistance accordée au cours de la période précédente.

62. L'Ambassadeur du Royaume-Uni a réaffirmé l'engagement de la Communauté envers l'intégration régionale dans toutes les régions du monde. Il a signalé que des négociations avec les membres de la CESA0 qui étaient aussi membres du Conseil de coopération du Golfe étaient en train de se dérouler en vue de la mise en place d'une zone de libre échange pour les produits de l'industrie pétrochimique.

63. Selon l'Ambassadeur du Royaume-Uni, des normes harmonisées étaient sans aucun doute l'un des instruments les plus importants du commerce, loin d'y faire obstacle.

64. Un autre représentant a signalé les écarts existant entre les pays de l'Asie occidentale quant aux produits d'exportation et il a indiqué qu'il fallait classer les pays membres en fonction de la nature des produits qu'ils exportaient. Il craignait que les produits finis ne puissent avoir accès aux marchés étrangers et que l'assistance ne soit liée à des questions politiques.

65. Le représentant de la Ligue des Etats arabes a qualifié le document examiné d'exposé descriptif n'analysant pas les relations économiques et manquant de données statistiques. Le document ne mentionnait pas l'action que la Ligue des Etats arabes et ses institutions spécialisées menaient pour faire face aux conséquences néfastes qu'aurait la création d'un marché européen unique.

66. Il fallait aussi signaler que le document renfermait des généralisations non corroborées qu'il présentait comme des faits.

67. Le représentant de la Ligue des Etats arabes s'est élevé contre l'affirmation figurant dans le document selon laquelle une monnaie unique pour la région de l'Asie occidentale n'était pas possible sur le plan pratique à l'heure actuelle en raison de l'écart existant entre les divers niveaux de développement économique des pays de la région. Cette conclusion ne correspondait pas à la cause évoquée.

68. Sur le plan de la doctrine économique, c'était l'écart qui était la base de la coopération régionale, le développement de la coopération régionale remédiant par suite à l'écart, et non l'inverse.

69. Le représentant de l'Organisation arabe du travail a exprimé l'espoir que l'intégration économique entre les pays arabes suivrait l'exemple de la Communauté européenne. Il fallait élaborer diverses études par secteur et présenter des propositions et solutions spécifiques de remplacement qui aideraient les institutions compétentes des pays arabes à faire face aux conséquences de la mise en place du marché européen unique, lorsque ces conséquences seraient négatives. Les collectivités arabes en Europe auraient à relever des défis considérables une fois le marché européen mis en place.

70. Selon une autre représentante, la question des spécifications et des normes devait être examinée sous tous ses aspects. L'achat de techniques ne fonctionnait pas comme il se devait car les pays européens ne donnaient aux

pays de la CESA0 que ce qu'ils voulaient bien leur donner. Cette représentante a indiqué que des coentreprises représentaient la meilleure solution.

71. Revenant sur la déclaration du représentant de la Communauté européenne, un représentant a déclaré qu'il avait constaté un désir constructif d'édifier des relations équilibrées dans l'intérêt des deux parties. Les relations devaient reposer sur une base d'égalité. Il y avait lieu d'espérer des relations qui sauvegarderaient les droits des pays de l'Asie occidentale, mais ce représentant craignait une prédominance. Son pays voyait dans l'Europe une puissance permettant de combattre la domination d'une seule puissance pour ce qui était de l'influence et de la richesse. Il plaçait ses espoirs dans une Europe jouant un rôle accru à l'égard de l'initiative de paix.

72. Selon ce représentant, il y avait dans les territoires arabes occupés, plusieurs organisations non gouvernementales qui, malheureusement, n'établissaient pas entre elles de coordination. La Palestine s'employait à surmonter sa subordination économique à l'égard d'Israël et à lier son économie à celle des Etats voisins.

73. Ce même représentant a évoqué les mesures prises par Israël pour démolir des habitations sous le prétexte de l'absence de permis de construire. L'obtention de permis de construire était trop coûteuse, en particulier en l'absence d'institutions de financement.

74. Un autre représentant a fait observer que la domination économique était plus affreuse que la domination politique ou toute autre forme de domination. Le document examiné négligeait une question très importante, celle du dialogue arabo-européen. Le document ignorait aussi l'expérience antérieure de la région en matière de coopération régionale. Il fallait souligner que l'on devait s'attacher avant tout à une gestion continue, qui faisait défaut dans la région de la CESA0.

75. Un haut fonctionnaire de la Division de la planification du développement a fait observer que la mise en place d'un marché européen unique était une question complexe et que l'on ne voyait pas assez clairement quelles en seraient les répercussions, eu égard au rythme rapide du développement économique à l'échelon international, de même qu'à l'évolution que le marché européen lui-même était en train de connaître. Le document considéré traitait trop brièvement des relations sectorielles entre la Communauté européenne et la région de l'Asie occidentale ainsi que des perspectives de leur évolution. Une façon efficace de faire face à la mise en place d'un marché européen unique consistait à élargir la coopération et l'intégration économiques entre les pays de la région. La brièveté de l'enquête était due à la nature de la session et à la nécessité de s'attacher à des questions et problèmes liés à la mise en place du marché européen unique. Le document était le résumé d'une étude détaillée comportant les chiffres, données et précisions nécessaires. La CESA0 avait élaboré plusieurs études au sujet des divers aspects des rapports entre la région et la Communauté européenne.

76. Selon ce haut fonctionnaire, on ne pourrait faire face avec succès aux blocs économiques qu'en élargissant l'intégration économique à l'intérieur de la région arabe.

77. Le document considéré ne faisait que mentionner en passant que le dialogue arabo-européen n'avait pas été à même de résoudre les problèmes existants, y compris les restrictions frappant les produits de l'industrie pétrochimique. Il demeurait nécessaire d'effectuer une étude approfondie des restrictions cachées frappant les produits de base autres que le pétrole. L'écart entre les niveaux de développement économique des pays de la région constituait l'un des principaux obstacles entravant la complémentarité économique, y compris la complémentarité monétaire.

78. Un autre représentant a réaffirmé l'importance qu'il y avait à fournir des statistiques sur le volume des échanges commerciaux avec le marché européen et il a fait observer que les pays de la CESA0 devraient commencer à conclure avec le marché européen des accords régionaux qui circonscriraient les facilités et concessions que les Etats membres espéraient obtenir. Le mieux serait que les Etats membres concluent entre eux des accords qui accorderaient à la main-d'oeuvre arabe sa liberté de déplacement et s'emploieraient de préférence à atténuer les difficultés que la main-d'oeuvre arabe rencontrerait du fait de la mise en place du marché européen unique.

79. Selon ce représentant, il était arbitraire de lier l'assistance économique à des questions politiques, comme s'il s'agissait de prendre des otages. De plus, on ne voyait pas très bien de quels experts il s'agissait à la fin du document considéré.

80. Le Secrétaire exécutif a déclaré en réponse que le secrétariat présenterait, au sujet d'études pertinentes, des propositions concernant les experts de cette nature à inviter l'année suivante.

81. Le représentant de la Fédération des conseils arabes de recherche scientifique a félicité le Secrétaire exécutif de s'être personnellement employé à maintenir entre la CESA0 et la Fédération une coopération constructive et fructueuse qui a été couronnée de succès. Il a remercié le secrétariat d'avoir fait figurer dans les documents élaborés à l'intention de la session en cours une rubrique spéciale consacrée à la coopération avec la Fédération.

82. Le Secrétariat de la Fédération était pleinement disposé à s'employer de concert avec la CESA0 à exécuter les activités figurant dans le document consacré au projet de programme de travail et de priorités pour l'exercice biennal 1992-1993 ainsi que dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

83. Le représentant de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a réaffirmé l'intérêt que l'OMM portait aux activités de la Commission. Le temps et le climat figuraient au nombre des ressources naturelles les plus importantes de tout pays du fait que c'était d'eux que dépendaient un grand nombre d'autres ressources naturelles, qu'il s'agisse de l'eau des rivières et des lacs ou de la végétation cultivée, par exemple. L'OMM avait pour principal objectif de faciliter la coopération mondiale aux fins de la mise en place de réseaux d'observation des modalités d'échange de données météorologiques et données connexes.

84. L'OMM, en étroite coopération avec le PNUD et les services météorologiques et hydrologiques nationaux des pays membres, était en train

d'exécuter des projets en Arabie saoudite, en Jordanie, au Yémen, à Oman, au Qatar, dans les Emirats Arabes Unis et dans d'autres pays.

85. Un autre représentant a déclaré que le document considéré montrait que la région ne pouvait pas, sur la base des politiques des divers pays, constituer un bloc capable de coopérer sur un pied d'égalité avec d'autres blocs internationaux.

86. Reprenant ce que S.A.R. le prince héritier Hassan Bin Talal avait voulu dire en affirmant que ce n'était pas par pure coïncidence que le thème de la session en cours porterait sur les répercussions du marché européen unique à l'égard de l'économie des Etats membres, ce même représentant a souligné qu'il fallait mettre à profit l'expérience d'autres groupements s'agissant de mettre en place un réseau de forces internes, d'assurer la coopération et de formuler des notions susceptibles d'application pratique qui permettraient aux pays de la CESAO de poursuivre le dialogue et la coopération avec le bloc européen sur un pied d'égalité.

3. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : rôle et fonctions de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
(point 9 de l'ordre du jour) (E/ESCWA/16/10)

87. Le Secrétaire exécutif a déclaré que deux considérations avaient motivé l'inscription de cette question à l'ordre du jour, la première étant qu'à la reprise de sa quarante-sixième session, l'Assemblée générale avait adopté sa résolution 46/235 concernant la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes. A cet égard, l'Assemblée générale avait prié les commissions régionales de lui soumettre des recommandations pour qu'elle puisse les examiner à sa quarante-septième session.

88. Le Secrétaire exécutif a ajouté que cette initiative concernant l'examen du rôle et des réalisations des commissions régionales s'inscrivait dans le cadre de l'action accrue menée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour élargir l'ensemble de la structure de l'Organisation.

89. Le Secrétaire exécutif a évoqué certaines questions qui avaient été soulevées à propos de l'activité des commissions régionales, déclarant que l'importance des commissions tenait à ce qu'elles s'occupaient de questions et de problèmes dans telle ou telle région et au fait que la proximité géographique leur conférait l'avantage de pouvoir suivre de près de telles questions et de tels problèmes. Selon lui, les commissions régionales se caractérisaient par une multiplicité de disciplines. Les commissions régionales, y compris la CESAO, avaient un rôle à jouer pour coordonner les activités de l'Organisation des Nations Unies dans la région.

90. La seconde considération concernait la décentralisation. Les fonctionnaires des commissions régionales jugeaient la centralisation très poussée à l'égard de bien des questions. La CESAO ne demandait pas de décentralisation sur le plan administratif et financier, mais bien dans les domaines de la programmation, de la planification et du déploiement des conseillers. Le Secrétaire exécutif a demandé aux Etats membres de contribuer davantage au budget de la CESAO.

91. Un représentant a fait observer que l'évolution récente demandait de renforcer la coopération régionale. Jusqu'ici, il n'y avait pas eu de cadre pour cette coopération dans la région de la CESA0, à qui ce rôle pouvait certes incomber. Ce représentant a demandé que le Comité technique se réunisse chaque année.

92. Un autre représentant a déclaré appuyer le renforcement des relations entre la CESA0 et les Etats membres. Il s'est aussi prononcé en faveur d'une démarche régionale plutôt que sous-régionale étant donné que les responsabilités de la Commission étaient de caractère régional. Selon ce représentant, il fallait améliorer la coordination et il a imputé la carence des ressources humaines à l'absence de coordination.

93. Un représentant a déclaré que, bien qu'il se fût efforcé de comprendre le rapport, il ne pouvait pas circonscrire les conditions essentielles que le rapport renfermait. Il a toutefois ajouté que les principes généraux énoncés dans le rapport offraient un tableau dûment détaillé des recommandations à soumettre à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.

94. Un autre représentant a évoqué la déclaration du représentant de l'Allemagne, qui l'avait heurté en ce qu'elle se référait à un consensus général quant aux liens à établir entre l'assistance, d'une part, et la légalité et le respect des droits de l'homme dans le pays bénéficiaire, d'autre part. Il a demandé à l'Allemagne de suspendre son assistance à Israël jusqu'à ce que ce pays remplisse ces deux conditions à l'égard du peuple arabe de Palestine, en particulier pour ce qui était de l'observation de la quatrième Convention de Genève.

95. A propos de la question de restructuration, ce représentant a fait observer que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social n'avaient pas encore recherché comment les ressources nécessaires seraient mobilisées pour permettre aux commissions régionales de s'acquitter des tâches qui leur étaient confiées.

96. Ce représentant a exprimé l'espoir que l'on réussirait à convaincre les sources de financement arabes que les pays de la CESA0 méritaient davantage que d'autres de recevoir des fonds qui leur permettent d'édifier leur économie.

97. Un représentant s'est enquis de la nature des projets et des études dont la région avait besoin et de la base sur laquelle on arrêterait les modalités de restructuration de la Commission.

98. Le Secrétaire exécutif a abordé la question qui faisait l'objet du document considéré, la jugeant difficile en raison de son champ étendu et de la terminologie employée. La Commission disposait de traducteurs techniques spécialisés qui étaient chargés d'établir les documents de la session en anglais et en arabe, la traduction des textes étant d'ordinaire fidèle.

99. A propos de l'observation d'un représentant selon laquelle certains pays s'abstiendraient de fournir certains services, la faute ne pouvait aucunement en être imputée à la Commission, qui avait agi dans la limite des dispositions des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

100. Le Secrétaire exécutif a déclaré qu'il donnerait suite à la demande d'un représentant tendant à remanier la rédaction du document considéré, qui renfermait certains principes sur lesquels se fonderait la résolution.

101. Se référant à la déclaration d'un représentant, le Secrétaire exécutif a affirmé que si l'Assemblée générale et le Conseil économique et social n'avaient pas encore étudié le rôle des commissions régionales, il ne fallait pas y voir un amoindrissement de l'importance de ces commissions étant donné que la restructuration procéderait par étapes. Il a ajouté que l'Assemblée générale attendait des recommandations des Etats membres quant à la façon de renforcer le rôle de ces commissions.

4. Dates, lieu de réunion et ordre du jour provisoire
de la dix-septième session
(point 11 de l'ordre du jour) (E/ESCWA/16/12)

102. Le Secrétaire exécutif a demandé aux membres des délégations de débattre des dates proposées dans le document. Si un Etat souhaitait accueillir la Commission à sa dix-septième session, il devrait formuler son offre à la session en cours, faute de quoi, la session se tiendrait au siège de la Commission. Il a aussi prié les membres de la Commission d'arrêter le principal sujet de cette dix-septième session.

103. Un représentant a proposé que le thème principal de la dix-septième session de la Commission soit intitulé "Modes de renforcement des mécanismes et techniques permettant d'insuffler vie au commerce interrégional entre les Etats membres de la Commission" d'une façon qui aide à mettre en place un marché arabe commun et à renforcer les plans actuels d'un marché arabe commun dans le cadre de la Ligue des Etats arabes et de leurs institutions compétentes et en coordination avec elles. Ce représentant a proposé que le secrétariat élabore des études ainsi que des propositions pratiques nettement définies à cette fin.

104. Un autre représentant a appuyé cette proposition en principe.

105. Le Secrétaire exécutif s'est prononcé en faveur de l'adoption du thème susmentionné pour la dix-septième session de la Commission.

106. Le représentant de la Russie a souligné l'importance que présentent les commissions régionales lorsque l'on cherche à assurer la complémentarité économique. Les récentes résolutions du Conseil économique et social visaient à accroître l'efficacité de ces commissions, étant donné que les principes des échanges à l'échelon mondial étaient formulés à l'échelon régional.

107. Le représentant de la Russie a souligné qu'il fallait renforcer le rôle des commissions régionales de sorte qu'elles puissent devenir de véritables centres de coopération internationale. Il a expliqué comment les conflits régionaux avaient des répercussions défavorables sur l'évolution économique et sociale de la région. Il a demandé que l'on s'attache aux incidences sociales et écologiques de ces conflits. Il a fait observer que les pourparlers de paix en cours sous le patronnage de la Russie et des Etats-Unis d'Amérique auraient des résultats positifs embrassant l'ensemble des aspects du problème.

108. Le représentant de la Russie a souligné l'importance de l'action internationale visant à juguler les conséquences nocives pour l'environnement de la guerre du Golfe et il a demandé que l'on mette en place un centre d'assistance écologique immédiate, soulignant le rôle efficace de la CESAO à cet égard.

109. Le représentant de la Russie a signalé que son pays était en train de réévaluer sérieusement ses relations économiques avec les pays de la CESAO en vue d'accroître les avantages qui en étaient mutuellement retirés.

5. Emplacement permanent du siège de la Commission
(point 10 de l'ordre du jour) (E/ESCWA/16/11)

110. Le Secrétaire exécutif a mentionné deux offres d'accueillir le siège permanent de la Commission qui émanaient, l'une, du Gouvernement libanais, et l'autre, du Gouvernement jordanien. Il a aussi signalé que le Gouvernement iraquien avait offert à la Commission de retourner à son siège permanent, à Bagdad. Il a mentionné qu'au cours de l'année à venir, la Commission se réunirait en session extraordinaire à Beyrouth pour débattre de la question de son siège permanent.

6. Adoption du rapport du Comité technique sur les travaux de sa septième session
(point 12 de l'ordre du jour) (E/ESCWA/16/13/Rev.1)

111. A sa sixième séance, le 3 septembre 1992, la Commission a adopté à l'unanimité le projet de rapport du Comité technique sur les travaux de sa septième session, qui avait été publié sous la cote E/ESCWA/16/13/Rev.1 en même temps que les recommandations concernant les questions que le Comité avait examinées.

IV. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION
A SA SEIZIEME SESSION

- 178(XVI) Fréquence des sessions du Comité technique*
- 179(XVI) Création d'un comité de statistique à l'intérieur de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale*
- 192(XVI) Siège permanent de la Commission*
- 180(XVI) Coopération et coordination régionales dans le domaine de l'environnement et du développement durable

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 relative à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Rappelant aussi sa résolution 165(XV) du 18 mai 1989 sur l'environnement et le développement dans la région de la CESA0,

Se référant aux efforts des pays membres de la Commission qui s'emploient à mettre au point des programmes et politiques de l'environnement, aux résultats de la Conférence ministérielle arabe sur l'environnement et le développement qui s'est tenue au Caire, du 10 au 12 septembre 1991 ainsi qu'aux rapports connexes dont la Commission a été saisie à sa présente session, y compris le rapport du Secrétaire exécutif 1/ sur le point 5 vi) de l'ordre du jour concernant l'application de la résolution 165(XV),

Prenant acte du rapport du Secrétaire exécutif relatif à la Conférence ministérielle arabe sur l'environnement et le développement dont a été saisie, à sa quatrième session, la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement ainsi que de la déclaration arabe sur l'environnement et le développement et leurs perspectives d'avenir, qui représente la principale contribution de fond des pays de la région de la CESA0 à la Conférence,

Prenant acte aussi du rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises à l'échelon régional pour donner suite aux conférences mondiales de l'Organisation des Nations Unies et aux réunions régionales de la CESA0 2/,

* Le texte de cette résolution figure au chapitre premier du présent rapport.

1/ E/ESCWA/16/4/Add.1.

2/ E/ESCWA/16/5.

Soulignant la nécessité d'améliorer la gestion de l'environnement pour parvenir au développement durable tel qu'il est exposé dans Action 21,

1. Fait sienne la Déclaration arabe sur l'environnement et le développement et leurs perspectives d'avenir qui a été adoptée par la Conférence ministérielle arabe sur l'environnement et le développement et incorpore les résultats de la Conférence aux travaux et programmes de la Commission;

2. Demande la mise en place d'un comité de coordination interinstitutions arabe et international sur l'environnement et le développement pour la région de la CESA0 qui aurait pour tâche de réunir les institutions et organismes compétents en vue de favoriser un développement écologiquement rationnel et durable et de mettre en oeuvre Action 21;

3. Réitère l'appel qu'au paragraphe 7 de sa résolution 165(XV) du 18 mai 1989, elle a adressé aux institutions et organismes et programmes régionaux et internationaux de financement qui s'occupent de l'environnement et à ceux des pays qui sont en mesure de le faire pour qu'ils fournissent un appui financier de nature à permettre au secrétariat d'exécuter des projets régionaux et sous-régionaux intéressant l'environnement et d'aider les pays membres à circonscrire, analyser, suivre, prévenir et surmonter leurs problèmes écologiques;

4. Demande au Secrétaire exécutif de rendre compte à la Commission, à sa dix-septième session, de l'état d'avancement de l'exécution de la présente résolution.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

181(XVI) Appui au projet régional d'enquête sur les ménages dans les pays de la CESA0

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Prenant acte des deux rapports du Secrétaire exécutif dont la Commission a été saisie à sa présente session sur l'état d'avancement de l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 1990-1991 concernant les activités de coopération technique 1/, et sur la suite qui a été donnée à sa résolution 169(XV) du 18 mai 1989 concernant l'appui au projet régional d'enquête sur les ménages dans les pays de la CESA0 2/,

Rappelant les rapports des réunions des chefs des organismes centraux de statistique ainsi que le rapport de la troisième réunion de cette nature qui s'est tenue à Bagdad, du 28 février au 2 mars 1989 et dans lequel la Réunion exprime sa satisfaction des services de consultants fournis par le secrétariat en matière d'enquêtes sur les ménages et réaffirme que la plupart des pays

1/ E/ESCWA/16/3/(deuxième partie).

2/ E/ESCWA/16/4/Add.5.

membres continuent d'avoir besoin de services techniques accrus pour effectuer leurs enquêtes sur les ménages et pour renforcer les moyens dont ils disposent à cette fin, l'accent étant mis sur la nécessité de poursuivre les activités du projet,

Confirmant ce qu'elle a dit dans sa résolution 169(XV) au sujet de l'action menée pour assurer au projet le financement nécessaire,

Prenant acte de l'appui financier fourni au projet par le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies,

Prenant acte aussi des orientations de la quatrième phase (1992-1997) du projet régional d'enquête sur les ménages telles qu'elles sont exposées dans le rapport du Secrétaire exécutif mentionné ci-dessus et dont la Commission est saisie à sa présente session,

Notant que l'élaboration et l'exécution des programmes et projets nationaux d'enquête sur les ménages constituent un processus continu et que quelques pays ont toujours besoin des services techniques liés à l'exécution de ces programmes et projets nationaux que la Commission est à même de fournir,

Notant aussi le progrès considérable des techniques de l'information et l'importance qu'il y a à suivre cette évolution technique et le transfert des connaissances et compétences concernant la science de l'information et de la documentation en assurant formation et moyens appropriés d'instruction aux techniciens des organismes centraux de statistique et aux services statistiques des diverses institutions nationales ainsi qu'à ceux qui ont pour tâche d'utiliser les techniques,

1. Souligne l'importance qu'il y a à continuer de fournir les services assurés par la Commission dans le domaine des enquêtes sur les ménages;

2. Demande au Secrétaire exécutif de s'employer auprès des divers organismes des Nations Unies ainsi que des organismes arabes et internationaux pour qu'ils fournissent les ressources financières nécessaires à l'exécution continue du projet;

3. Prie le Secrétaire exécutif de soumettre à la Commission, à sa dix-septième session, un rapport sur l'exécution de la présente résolution.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

182(XVI) Décennie de la reconstruction et du relèvement de l'Asie occidentale (1994-2003)

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 45/225 du 21 décembre 1990 et 46/173 du 19 décembre 1991 concernant l'aide à la reconstruction et au développement du Liban, 45/222 du 21 décembre 1990 concernant l'aide à la reconstruction et au développement du Yémen, 46/174 du 19 décembre 1991 concernant l'aide spéciale au Yémen pour lui permettre de faire face aux conséquences économiques et sociales du retour des expatriés dans leur pays,

et 45/183 du 21 décembre 1990 et 46/201 du 20 décembre 1991 concernant l'aide au peuple palestinien,

Rappelant aussi ses résolutions 24(III) du 14 mai 1976 sur la reconstruction et le développement du Liban, 65(V) du 6 octobre 1978 sur la mise en place d'un office de reconstruction du Liban, 77(VII) du 22 avril 1980 sur l'aide à la reconstruction du Liban, 107(IX) du 11 mai 1982 sur l'assistance internationale aux régions de la République démocratique populaire du Yémen frappées par les inondations*, 117(X) du 11 mai 1983 sur l'assistance internationale aux régions du Yémen frappées par les tremblements de terre et 160(XIV) du 5 avril 1987 sur la situation économique et sociale du peuple palestinien,

Notant avec une vive inquiétude les effets dévastateurs des destructions causées par l'homme et des catastrophes naturelles sur la situation économique et sociale, les perspectives de croissance et de développement, l'environnement et l'écologie, ainsi que les effets dévastateurs de la désorganisation massive de la population et de la main-d'oeuvre sur les pays d'Asie occidentale,

Notant aussi le nombre croissant de pays touchés et la lenteur des progrès qu'enregistre l'action de reconstruction et de redressement,

Consciente que l'ampleur de la tâche de reconstruction va au-delà des moyens dont les pays intéressés disposent pour l'assurer à l'aide de leurs propres ressources,

Réaffirmant qu'il faut d'urgence intensifier l'action internationale qui a pour objet d'aider les pays touchés de la région à remettre en état leurs infrastructures économiques et institutionnelles,

1. Exprime sa gratitude au secrétariat pour les mesures qu'il a prises en vue d'aider les pays membres à se reconstruire et à se relever;

2. Proclame la période 1994-2003 Décennie de la reconstruction et du relèvement de l'Asie occidentale;

3. Prie le secrétariat, en étroite coordination avec les organisations régionales et internationales compétentes, d'intensifier l'action qui vise à favoriser la coopération régionale dans les domaines de la reconstruction, du relèvement et de la main-d'oeuvre, notamment en organisant une réunion pour évaluer et examiner les progrès accomplis et formuler des politiques générales appropriées;

4. Engage les Etats membres et les organisations régionales et internationales, y compris les institutions de financement du développement, à fournir une assistance financière et technique aux pays touchés en vue de compléter les ressources dont ces pays disposent à cette fin;

* Le 22 mai 1990 la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné en un Etat souverain unique appelé République du Yémen.

5. Engage aussi les organes, institutions et organismes des Nations Unies à intensifier leurs programmes d'assistance et à les élargir pour faire face à ce dont les pays de la région ont un besoin pressant en matière de reconstruction et de relèvement;

6. Prie le Secrétaire exécutif de poursuivre et d'intensifier l'action qu'il mène pour mobiliser toute l'assistance possible à l'intérieur du secrétariat et d'accorder priorité dans le programme de travail aux pays en train de se reconstruire, s'agissant en particulier de la fourniture de services consultatifs et d'une assistance technique;

7. Prie aussi le Secrétaire exécutif d'établir et de soumettre à la Commission, à sa dix-septième session, un rapport sur la possibilité d'instituer un fonds pour la reconstruction et le développement de la région;

8. Prie en outre le Secrétaire exécutif de rendre compte à la Commission, à sa dix-septième session, de l'application de la présente résolution.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

183(XVI) Reconstruction du Liban

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant ses résolutions 24(III) du 14 mai 1976 sur la reconstruction et le développement du Liban, 40(IV) du 28 avril 1977 sur la reconstruction et le développement du Liban, 65(V) du 6 octobre 1978 sur la création d'un office de reconstruction du Liban et 77(VII) du 22 avril 1980 sur l'aide à la reconstruction du Liban,

Se référant à la résolution 46/173 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1991 et à ses résolutions antérieures sur l'aide à la reconstruction et au développement du Liban,

Se référant aussi à la résolution 1991/61 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1991 sur l'aide à la reconstruction et au développement du Liban, ainsi qu'aux résolutions et recommandations connexes adoptées précédemment par le Conseil,

Signalant les dispositions de la résolution 46/173 susmentionnée de l'Assemblée générale par lesquelles l'Assemblée invite tous les organismes et programmes des Nations Unies à élargir leur assistance comme suite aux besoins pressants du Liban,

Rendant hommage aux efforts du Secrétaire exécutif de la Commission qui ont abouti à la signature, avec le Conseil du développement et de la reconstruction du Liban, d'un mémorandum d'accord circonscrivant les priorités des mesures concertées de la première étape en vue de renforcer les progrès du développement du Liban,

1. Engage le Secrétaire exécutif à intensifier son action pour réunir les fonds nécessaires par prélèvement sur le budget ordinaire de la Commission et en faisant appel à des sources extrabudgétaires, en vue de couvrir le coût

des activités de développement dont l'exécution a été convenue aux termes du mémorandum d'accord susmentionné, ainsi qu'à élargir, par étapes successives, le cadre de la coopération entre la Commission et le Conseil du développement et de la reconstruction;

2. Prie les Etats membres de la Commission et les fonds arabes régionaux et internationaux compétents à appuyer l'action menée à cet égard par le Secrétaire exécutif;

3. Prie aussi le Secrétaire exécutif de soumettre à la Commission, à sa dix-septième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

184(XVI) Situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine vivant dans les territoires palestiniens occupés

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Se référant à ses résolutions antérieures relatives à la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine, en particulier à sa résolution 139(XII) du 24 avril 1985 sur la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine vivant sous l'occupation et à sa résolution 172(XV) du 18 mai 1989 sur la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine,

Profondément préoccupée que les habitants des territoires palestiniens occupés continuent d'être assujettis à de dures mesures, à des restrictions croissantes et à l'arbitraire et qu'Israël poursuive ses activités de peuplement dans les territoires palestiniens occupés, ce qui a contribué et continue de contribuer à l'épuisement des ressources économiques et humaines du peuple arabe de Palestine et entrave les efforts qu'il déploie pour édifier une économie nationale indépendante,

Se félicitant des efforts qui visent à établir dans la région une paix générale, juste et durable fondée sur la légitimité internationale et tendent à permettre au peuple arabe de Palestine de retrouver ses droits légitimes, soulignés par les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, y compris leurs droits à la souveraineté sur leurs ressources naturelles et à la gestion de ces ressources dans l'intérêt national,

Exprimant sa satisfaction des efforts que le secrétariat ne cesse de déployer pour exécuter des activités qui ont trait au développement dans les territoires palestiniens occupés,

1. Demande que l'on appuie les activités du Secrétariat qui englobent des études, des missions de consultants, des ateliers, des séminaires et des conférences ayant trait à la situation économique et sociale du peuple arabe de Palestine et à des projets de développement économique des territoires palestiniens occupés, s'agissant en particulier de reconstruire et développer le cadre institutionnel des activités de mise en valeur des ressources économiques et humaines et de traiter des questions qui concernent la

situation de l'environnement et ses répercussions sur le potentiel de développement que recèlent les territoires palestiniens occupés;

2. Demande aussi que le rôle de la Commission soit renforcé à l'égard des activités techniques qui s'inscrivent dans le cadre de son mandat et que l'on participe, dans les organes des Nations Unies, aux activités techniques notamment à celles qui ont trait aux questions régionales intéressant la paix, après avoir consulté les Etats membres qui sont mêlés aux négociations de paix;

3. Engage tous les gouvernements et les institutions régionales et internationales à appuyer le secrétariat de la Commission et ses ressources financières et humaines pour lui permettre d'exécuter la présente résolution et engage le Secrétaire exécutif à communiquer plus avant avec ces parties pour obtenir l'appui nécessaire et à présenter à la Commission, à sa dix-septième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

185(XVI) Situation économique et sociale du peuple syrien vivant sous occupation israélienne dans le Golan syrien occupé

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Condamnant les mesures arbitraires et répressives israéliennes continues qui sont dirigées contre le peuple syrien du Golan syrien occupé ainsi que l'installation de colonies de peuplement, la confiscation de terres, le captage d'eau et la modification du caractère géographique et démographique du Golan,

Profondément préoccupée que les forces d'occupation israéliennes violent le caractère sacré des établissements éducatifs et culturels et qu'elles remplacent les programmes d'études syriens par des programmes d'études israéliens et publient en matière d'éducation des décisions qui tendent à faire disparaître le caractère national et entravent les études que les enseignants et étudiants poursuivent,

Ayant présents à l'esprit le blocus économique imposé par Israël ainsi que les restrictions et obstacles dressés contre les Syriens qui exportent des produits de leur agriculture en vue des les appauvrir et des les contraindre à émigrer, en vidant ainsi le pays de ses habitants originaires,

Se référant à la résolution 46/199 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1991 sur les effets économiques défavorables des colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés depuis 1967, ainsi qu'à la résolution 1992/57 du Conseil économique et social en date du 31 juillet 1992 sur les répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes à l'égard du peuple palestinien des territoires palestiniens, y compris Jérusalem, occupés depuis 1967 et à l'égard du peuple arabe du Golan syrien,

Prie le Secrétaire exécutif de présenter à la Commission, à sa dix-septième session, au sujet de la situation économique et sociale des Syriens

du Golan syrien occupé, une étude d'ensemble rendant compte de la situation économique et sociale depuis l'occupation israélienne de 1967 et analysant les répercussions des politiques et pratiques israéliennes arbitraires sur la situation économique, sociale et démographique et sur les conditions de vie.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

186(XVI) Préparatifs de l'Année internationale de la famille,
1994

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 42/134 du 7 décembre 1987 et 43/135 du 8 décembre 1988 relatives à la nécessité de renforcer la coopération internationale dans le domaine de la protection de la famille et de l'assistance à lui accorder,

Rappelant aussi la résolution 44/82 de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1989 qui a trait à l'Année internationale de la famille et par laquelle l'Assemblée proclame l'année 1994 Année internationale de la famille, ainsi que les résolutions du Conseil économique et social 1983/23 du 26 mai 1983 relative au rôle de la famille à l'égard du processus de développement, 1985/29 du 29 mai 1985 relative à la famille et 1989/54 du 24 mai 1989 relative à la nécessité de renforcer la coopération internationale dans le domaine de la protection de la famille et de l'assistance à lui accorder,

Considérant que l'Année internationale de la famille offrira une bonne occasion de mobiliser les efforts à l'échelon national et à l'échelon régional pour souligner l'importance de la famille et pour conjurer les institutions gouvernementales et non gouvernementales de formuler et d'appliquer des politiques visant à appuyer le rôle de la famille,

Consciente de l'importance qu'il y a à assurer le succès de l'Année et soulignant la signification du rôle des organisations non gouvernementales lorsqu'il s'agit de préparer et d'exécuter des activités y ayant trait,

1. Demande instamment aux Etats membres de la Commission de ne négliger aucun effort pour favoriser la prise de conscience du rôle de la famille en tant que cellule fondamentale de la société lorsqu'il s'agit de favoriser le développement économique et social de la région;

2. Engage instamment tous les Etats membres de la Commission ainsi que les donateurs internationaux à fournir au secrétariat de la Commission les éléments nécessaires d'appui, financier ou autre, qui permettront de convoquer en 1993 une réunion préparatoire régionale à laquelle participeront des organisations gouvernementales et non gouvernementales et qui aura pour objet de préparer l'Année internationale de la famille.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

187(XVI) Sommet mondial pour le développement social

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant la décision 1991/230 du Conseil économique et social en date du 30 mai 1991 relative à un sommet mondial pour le développement social, par laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général de consulter tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies quant à la possibilité de convoquer un sommet mondial pour le développement social,

Rappelant en outre la résolution 46/139 de l'Assemblée générale en date du 31 mars 1992 concernant le développement social, par laquelle l'Assemblée a accueilli avec satisfaction la décision susmentionnée du Conseil économique et social et invité le Conseil, après avoir examiné le rapport du Secrétaire général demandé aux termes de la décision 1991/230 du Conseil, de formuler une recommandation appropriée à l'Assemblée générale, à sa quarante-septième session,

Prenant en considération la note du Secrétaire général du 1er juillet 1992 sur le Sommet mondial pour le développement social (E/1992/80), dans laquelle le Secrétaire général soulignait que le Sommet mondial pour le développement social pourrait offrir à l'échelon le plus élevé l'occasion d'exprimer le souci commun à tous les pays du monde d'axer le développement et la coopération internationale sur l'homme et pourrait offrir une occasion importante de mettre au point un cadre commun en vue d'une démarche générale à l'égard de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine,

Prenant aussi en considération que la situation sociale se dégrade dans la région, s'agissant en particulier d'une pauvreté croissante, du chômage, des incapacités, du crime et de l'abus des drogues, du coût du logement et des soins de santé et de la faculté d'accéder à l'instruction de base,

Notant l'interdépendance de la stabilité, de la paix, de la sécurité sociale et du bien-être,

1. Fait sienne la résolution 1992/27 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1992 concernant le développement social;

2. Prie le Secrétaire exécutif de faire connaître les préoccupations des peuples d'Asie occidentale en amenant la Commission à participer activement au Sommet et à toutes les étapes préparatoires de celui-ci.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

188(XVI) Préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : Lutte pour l'égalité, le développement et la paix

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant la résolution 45/129 de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1990 relative à l'application des stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, par laquelle l'Assemblée générale a fait sienne la résolution 1990/12 du Conseil économique et social en date

du 24 mai 1990 dans laquelle le Conseil recommandait qu'une conférence mondiale sur les femmes se tienne en 1995,

Rappelant aussi la résolution 35/4 de la Commission de la condition de la femme en date du 8 mars 1991 concernant les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui se tiendra en 1995,

Considérant que la Conférence mondiale sur les femmes devra avoir pour résultat d'appliquer les stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme pendant la période s'étendant jusqu'à l'an 2000,

1. Souligne qu'il faut renforcer les mécanismes institutionnels nationaux et régionaux de promotion de la femme;

2. Demande instamment aux Etats membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ainsi qu'aux donateurs régionaux et internationaux de fournir au secrétariat de la Commission l'appui financier ou autre qui est nécessaire pour convoquer en 1994 une réunion régionale préparatoire en vue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : Lutte pour l'égalité, le développement et la paix, conférence qui se tiendrait en septembre 1995, à Beijing (Chine), y compris la mise en place de centres de liaison nationaux chargés de mettre en route et de favoriser les préparatifs de la Conférence.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

189(XVI) Conférence arabe de la population, 1993

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant la résolution 1989/91 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1989 relative à la convocation d'une réunion internationale sur la population en 1994 sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant aussi la résolution 1991/93 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1991 relative à la Conférence internationale sur la population et le développement, et, notamment, le paragraphe 8 de cette résolution, par lequel le Conseil prie la Secrétaire générale de la Conférence de tirer parti, aux fins des préparatifs de la Conférence, des apports techniques de tous les organes et organismes compétents des Nations Unies ainsi que des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et le paragraphe 10 de cette même résolution, par lequel le Conseil invite les commissions régionales à convoquer aussitôt que possible des réunions ou conférences régionales pour faire le point de l'expérience acquise dans leur région dans le domaine des politiques et programmes en matière de population, compte tenu des paragraphes 3 et 4 de la résolution et eu égard aux rapports entre ces politiques et programmes et les questions de développement, et pour proposer une future ligne d'action au titre de leur contribution aux préparatifs de la Conférence,

Considérant l'accord par lequel le secrétariat de la Commission, le secrétariat de la Ligue des Etats arabes et le Fonds des Nations Unies pour la population sont convenus de réunir de concert la Conférence arabe de la population, y compris une réunion de trois jours d'un groupe d'experts

intergouvernementaux (4 à 6 avril 1993), qui serait immédiatement suivie d'une réunion ministérielle de deux jours (7 et 8 avril 1993) à Amman (Jordanie),

Acceptant avec gratitude les contributions des parties à l'accord susmentionné,

Estimant que la Conférence arabe de la population de 1993 a pour objectif d'ensemble d'adopter, en vue de la préparation de la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement, une position commune à l'égard des questions de population,

Prie chaque Etat membre de la Commission de participer activement à la Conférence arabe de la population, en veillant, notamment, à se faire représenter à un niveau élevé et en fournissant des apports techniques à cette conférence à l'échelon national.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

190(XVI) Répercussions de la mise en place d'un marché européen unique à l'égard des pays de la région de l'Asie occidentale

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Appréciant l'initiative que le secrétariat a prise de présenter la question de la mise en place du marché européen unique et de ses répercussions sur les pays de la région de l'Asie occidentale,

Ayant présente à l'esprit l'importance des incidences éventuelles de la mise en place du marché européen unique sur l'économie des pays de la région,

1. Engage le Secrétaire exécutif à établir dans les domaines prioritaires des études détaillées sur les répercussions que la mise en place du marché européen unique aura à l'égard des pays de la région;

2. Souligne que lors de l'élaboration de ces études, il est nécessaire d'assurer coopération et coordination avec les organisations et institutions régionales et internationales compétentes;

3. Engage aussi les Etats membres et les institutions de financement de la région à fournir les ressources nécessaires à l'élaboration de ces études.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

191(XVI) Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 relative à la restructuration des secteurs économique et

social des organismes des Nations Unies et au rôle prééminent accordé, à l'intérieur de ces organismes, aux commissions régionales pour ce qui est de la coordination des activités des organismes dans les régions de leur compétence,

Rappelant aussi les résolutions 45/264 et 46/235 de l'Assemblée générale en date des 13 mai 1991 et 13 avril 1992 concernant la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes et, en particulier, le paragraphe 6 de la résolution 46/235, relatif au renforcement des commissions régionales,

Rappelant de plus le mandat de la Commission tel qu'il figure dans la résolution 1818(LV) du Conseil économique et social en date du 9 août 1973,

Se référant à sa résolution 175(XV) du 18 mai 1989 sur le renforcement du rôle et de l'efficacité de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Consciente des avantages à tirer des moyens dont les commissions régionales disposent pour les activités opérationnelles, en particulier à l'échelon régional,

Constatant les mesures déjà prises par le Secrétaire général pour restructurer le Secrétariat,

1. Constate avec satisfaction comment le secrétariat de la Commission s'est attaqué aux obstacles rencontrés du fait des événements récents survenus dans la région en retrouvant en un laps de temps relativement bref un volume d'activité proche de celui qui prévalait avant la crise;

2. Félicite le secrétariat des services précieux qu'il a rendus aux pays de la région en convoquant d'importantes réunions, en fournissant des services consultatifs et en établissant des rapports analytiques;

3. Se déclare à nouveau convaincue que la Commission a un rôle central à jouer à l'intérieur des organismes des Nations Unies et en coordination avec les autres personnes morales qui s'emploient à améliorer la situation économique et sociale de la région;

4. Recommande de renforcer les moyens dont la Commission dispose pour coordonner, mettre en mouvement et exécuter des activités de développement dans l'intérêt des Etats membres;

5. Recommande aussi à cet égard d'intégrer les objectifs ci-après au processus de restructuration actuellement en cours d'exécution à l'Organisation des Nations Unies :

a) Décentralisation des activités qui peuvent être exécutées le plus efficacement par les commissions régionales ainsi que des ressources humaines et financières nécessaires (notamment en ce qui concerne les services consultatifs régionaux);

b) Amélioration, grâce à l'échange de données entre les organismes et institutions participants, des dispositions prises pour assurer la coordination des activités de développement exécutées par les parties à l'intérieur des organismes des Nations Unies comme à l'extérieur;

c) Encouragement d'une programmation concertée des activités de l'Organisation des Nations Unies faisant intervenir les commissions régionales et participation active des commissions régionales au processus de programmation et de budgétisation dans la mesure où il a trait à leurs activités, grâce, notamment, à la représentation de ces commissions au Comité de la planification et de la budgétisation des programmes 1/;

d) Renforcement du rôle des commissions régionales en tant qu'agents d'exécution des projets régionaux et sous-régionaux de coopération technique notamment;

e) Confirmation de la distinction entre les organismes de financement et les agents d'exécution;

f) Exécution d'activités concertées avec d'autres organismes des Nations Unies, le cas échéant;

6. Habilite le Secrétaire exécutif à réorganiser le secrétariat de la Commission en consultation avec le Secrétaire général pour rehausser l'efficacité de ses activités;

7. Demande aux Etats membres de réalimenter le Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CESA0 en vue d'appuyer les activités opérationnelles de la CESA0 dans l'intérêt des pays de la région et prie le Secrétaire exécutif de suivre la question avec les Etats membres;

8. Décide de communiquer le texte de la présente résolution et le rapport de la CESA0 en la matière 2/ aux organismes intergouvernementaux qui s'occupent de la restructuration actuelle du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Cinquième séance plénière
2 septembre 1992

193(XVI) Travaux du secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour l'exercice biennal 1990-1991

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Constatant que le secrétariat n'a ménagé aucun effort pour poursuivre ses travaux durant la crise du Golfe, malgré les effets que la crise a eus sur le déroulement normal des travaux,

1/ Voir à cet égard le rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale (E/1992/65, paragraphe 169c)).

2/ E/ESCWA/16/10.

Constatant aussi les produits et activités achevés par la Commission au cours de cette période en sus des produits prévus, en particulier les études traitant des incidences sociales et économiques de la crise du Golfe dans un certain nombre des pays de la région,

1. Félicite le secrétariat de la Commission de s'être employé à poursuivre ses travaux dans ces circonstances difficiles;

2. Souligne que les Etats membres se doivent d'appuyer les efforts de la Commission, qui tendent à faire progresser le développement économique et social de la région de la CESA0.

Sixième séance plénière
3 septembre 1992

194(XVI) Plan à moyen terme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour la période 1992-1997 1/

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant la résolution 45/253 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990 relative à la planification des programmes, par laquelle l'Assemblée a adopté le plan à moyen terme pour la période 1992-1997,

Rappelant aussi sa résolution 157(XIV) du 5 avril 1987 relative au plan à moyen terme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour la période 1990-1995 et sa résolution 173(XV) du 18 mai 1989 relative au projet de plan à moyen terme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour la période 1992-1997,

Prenant acte des conclusions de la réunion intergouvernementale [qui s'est tenue au Caire, sous les auspices de la Commission, les 8 et 9 février 1992 et qui était] chargée d'examiner le plan à moyen terme pour la période 1992-1997, compte tenu de la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et des événements récents survenus dans la région,

1. Prend acte de la première revision du plan à moyen terme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour la période 1992-1997 2/;

2. Approuve les amendements au plan à moyen terme que le Comité technique a recommandés à sa septième session;

3. Prie le Secrétaire exécutif d'informer le Comité technique, à sa huitième session, des faits nouveaux survenus en ce qui concerne la révision du plan.

1/ E/ESCWA/16/4/Add.8 et Suppl. 1.

2/ E/ESCWA/16/4/Add.8 et Suppl. 1.

Sixième séance plénière
3 septembre 1992

195(XVI) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 1/

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale,

Rappelant la résolution 45/253 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990 relative à la planification des programmes, par laquelle l'Assemblée a adopté le plan à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies pour la période 1992-1997 en tant que principal instrument déterminant l'orientation générale des aspects des travaux d'ordre économique et social de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait aux programmes,

Rappelant en outre sa résolution 173(XV) du 18 mai 1989 relative au projet de plan à moyen terme de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale pour la période 1992-1997,

Considérant les recommandations et conclusions de la réunion intergouvernementale chargée d'examiner le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 qui s'est tenue au Caire, les 8 et 9 février 1992,

Prenant acte des modifications que le secrétariat a proposé d'apporter au budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 1/,

1. Approuve le budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 tel qu'il a été modifié compte tenu des observations formulées à son sujet par le Comité technique 2/;

2. Charge le Secrétaire exécutif de porter à l'attention du Comité technique, lors de sa huitième session, toute modification qu'il serait proposé d'apporter au budget-programme.

Sixième séance plénière
3 septembre 1992

1/ Cité aussi dans d'autres documents comme "programme de travail et priorités pour l'exercice biennal 1992-1993".

2/ E/ESCWA/16/8, E/ESCWA/16/8/Suppl.1 et 2 et E/ESCWA/16/8/Suppl.1/Add.1.

Annexe I

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA COMMISSION ETAIT SAISIE
A SA SEIZIEME SESSION

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
E/ESCWA/16/1/Rev.2	3	Agenda
E/ESCWA/16/L.1/Rev.2/Add.1	3	Annotated provisional agenda
E/ESCWA/16/2	4	Organization of work
E/ESCWA/16/3(Part I)	5(a)	Report of the Executive Secretary on the activities of the Commission: Progress made in the implementation of the programme of work for the biennium 1990-1991
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.1	5(a)	Training in agricultural planning and project analysis
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.2	5(a)	Environmental perspective to the year 2000 and beyond in the ESCWA region
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.3	5(a)	The Expert Group Meeting on the Absorption of Returnees in the ESCWA Region with Special Emphasis on Opportunities in the Industrial Sector
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.4	5(a)	The implementation of projects formulated in the course of the biennium 1988-1989 on renewable sources of energy
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.5 and Suppl.1	5(a)	Promotion of cooperation among ESCWA countries for the setting up of a centre for space science and technology education
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.6	5(a)	Support to technical assistance projects for the development of women
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.7	5(a)	The application of the United Nations Convention on a Code of Conduct for Liner Conferences in countries of Western Asia (ESCWA)

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.8	5(a)	Activities of the Transport and Communications Decade in WEstern Asia (1985-1994)
E/ESCWA/16/3(Part I)/Add.9	5(a)	Strengthening the functioning of industrial training institutions in the ESCWA region
E/ESCWA/16/3(Part II)	5(a)	Technical cooperation activities
E/ESCWA/16/4	5(b)	Follow-up action on the resolutions of the Commission at its fifteenth session
E/ESCWA/16/4/Add.1/Rev.1	5(b)	(i) Resolution 165(XV) on environment and development in the ESCWA region
E/ESCWA/16/4/Add.2	5(b)	(ii) Resolution 166(XV) on financial assistance to existing industries
E/ESCWA/16/4/Add.3	5(b)	(iii) Resolution 167(XV) on promotion of regional cooperation in the peaceful uses of nuclear energy
E/ESCWA/16/4/Add.4	5(b)	(iv) Resolution 168(XV) on suitable projects for regional and subregional cooperation in the ESCWA region on new and renewable sources of energy
E/ESCWA/16/4/Add.5	5(b)	(v) Resolution 169(XV) on support for the Regional Household Survey Project in the ESCWA countries
E/ESCWA/16/4/Add.6	5(b)	(vi) Resolution 170(XV) on the activities of the Transport and Communications Decade in Western Asia (1985-1994)
E/ESCWA/16/4/Add.7	5(b)	(vii) Resolution 172(XV) on economic and social conditions of the Palestinian Arab people
E/ESCWA/16/4/Add.8 and Suppl.1 and Suppl.2	5(b)	(viii) Resolution 173(XV) on the draft medium-term plan of the Economic and Social Commission for Western Asia for the period 1992-1997

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
E/ESCWA/16/4/Add.9	5(b)	(ix) Resolution 174(XV) on the draft programme of work and priorities for the biennium 1990-1991
E/ESCWA/16/4/Add.10	5(b)	(x) Resolution 175(XV) on strengthening the role and performance of the Economic and Social Commission for Western Asia
E/ESCWA/16/4/Add.11	5(b)	(xi) Resolution 176(XV) on international assistance to the flood-stricken areas of Democratic Yemen
E/ESCWA/16/4/Add.12	5(b)	(xii) Resolution 177(XV) on the international development strategy for the Fourth United Nations Development Decade
E/ESCWA/16/5 and Suppl.1 and Suppl.2	5(c)	Follow-up action at the regional level on United Nations world conferences and ESCWA regional meetings
E/ESCWA/16/6	5(d)	Cooperation among developing countries and regional organizations
E/ESCWA/16/7	6(a)	Financial status of the Commission's programmes: Regular budget <u>Note by the Executive Secretary</u>
E/ESCWA/16/7/Add.1	6(b)	Extrabudgetary resources <u>Note by the Executive Secretary</u>
E/ESCWA/16/7/Add.2	6(c)	Trust fund for ESCWA regional activities <u>Note by the Executive Secretary</u>
E/ESCWA/16/8 and Suppl.1 and Suppl.2	7	Draft programme of work and priorities for the biennium 1992-1993 <u>Note by the Executive Secretary</u>
E/ESCWA/16/8/Suppl.1/Add.1 E/ESCWA/16/9	8	Proposed revisions Current issues of importance to the ESCWA region (Commission resolution 119(X)) "Economic Impact of the 1992 Single European Market on the ESCWA Region" <u>Note by the Executive Secretary</u>

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
E/ESCWA/16/10	9	Restructuring and revitalization of the United Nations in the economic and social fields: role and functions of the Economic and Social Commission for Western Asia <u>Note by the Executive Secretary</u>
E/ESCWA/16/11	10	Site of the Commission's headquarters <u>Note by the Executive Secretary</u>
E/ESCWA/16/12	11	Date, venue and provisional agenda of the seventeenth session of the Commission <u>Note by the Executive Secretary</u>
E/ESCWA/16/13	12	Report of the Technical Committee on the work of its seventh session
E/ESCWA/16/14	14	Rapport définitif sur les travaux de la seizième session

Annexe II

LISTE DES PRINCIPAUX OUVRAGES ET DOCUMENTS PUBLIES PAR LA COMMISSION
DEPUIS SA QUINZIEME SESSION

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
E/ESCWA/AGR/1992/1	A desertification control project in Jordan: As-Safawi Integrated Development Project
E/ESCWA/DPD/1990/2	Financial markets and investment promotion in the ESCWA region
E/ESCWA/DPD/1990/4	The role of the Arab economy in the world economy in the 1990s: negotiating the Arab future
E/ESCWA/DPD/1990/6	Review of developments and trends in the monetary and financial sectors in the ESCWA region
E/ESCWA/DPD/1990/7	Review and analysis of the progress made in the implementation of the Substantial New Programme of Action for the Least developed Countries in the ESCWA region
E/ESCWA/DPD/1992/1	Developments in the external sector of the ESCWA region: performance of new export products in the 1980s
E/ESCWA/DPD/1992/2	Report on the Second United Nations Conference on the Least Developed Countries (Paris, 3 to 14 September 1990)
E/ESCWA/DPD/1992/3	The impact of the Gulf crisis on the economy of Lebanon
E/ESCWA/DPD/1992/4	Survey of economic and social developments in the ESCWA region, 1991 (summary)
E/ESCWA/DPD/1992/5	The impact of the Gulf crisis on the Jordanian economy
E/ESCWA/ID/1989/15	Proceedings of the First Arab Conference on Perspectives of Modern Biotechnologies in the Arab Countries
E/ESCWA/ID/1992/2	Proceedings and final report of the First Conference and Investment Forum on Electronics Industries in the Arab Countries

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
E/ESCWA/ID/1992/3	Strengthening the functioning of industrial training institutions in the ESCWA region
E/ESCWA/ENR/1992/1	Bulletin of energy data, 1989
E/ESCWA/ENR/1992/2	Survey and assessment of energy-related activities in the ESCWA region, 1989
E/ESCWA/ENR/1992/5	Progress achieved in the implementation of the Mar del Plata Action Plan in the ESCWA region: water resources management, institutional and legislative aspects
E/ESCWA/ENR/1992/6	Water resources database in the ESCWA region
E/ESCWA/ENR/1992/7	Issues of rural energy in the ESCWA region
E/ESCWA/ENR/1992/14	Bulletin of energy data for the ESCWA region, 1990
E/ESCWA/ENR/1992/15	Directory of new and renewable energy resources
E/ESCWA/POP/1992/1	Population and labour force database in the ESCWA region
E/ESCWA/NR/89/27	Proceedings of the Meeting on Specialized Financial Institutions and Development of Endogenous Technological Capabilities
E/ESCWA/SD/1992/2	Proceedings of the conference on the Capabilities and Needs of Disabled Persons in the ESCWA Region
E/ESCWA/TCD/1992/7	Manual on transport projects appraisal in the ESCWA region, Volume 1, General appraisal methodology
_____	Transport Bulletin, No. 2
_____	Population Bulletin of ESCWA, Nos. 34, 35, 37
_____	Agriculture and Development, Nos. 12 and 13

Survey of Economic and Social
Developments in the ESCWA Region, 1989

Unified Arab Statistical Abstract, 1990,
1991

